

Publié le 21 juin 2019

Mourir pour Ormuz ?

Dans le détroit d’Ormuz, les attaques répétées contre des pétroliers provoquent un regain de tension entre les États-Unis et l’Iran, les premiers accusant les seconds de les avoir orchestrées. Véritable escalade vers la guerre ou stratégie de rupture pour débloquer une situation diplomatique figée ? Analyse de Jean-François Chemain.

Le 12 mai dernier, quatre pétroliers – un norvégien, deux saoudiens et un émirati – ont fait l’objet d’un sabotage d’origine inconnue dans le sud du détroit d’Ormuz, débouché du golfe Persique dans l’océan Indien. «C’est l’un des scénarios catastrophes redoutés dans le bras de fer entre l’Iran et les États-Unis dans le Golfe» affirmait alors *Libération*, dans un article intitulé «Panique dans le Golfe». La situation au Moyen-Orient est en effet inextricable, du fait de la véritable guerre froide menée par les États-Unis contre le régime des Mollahs, «sans compter les Saoudiens à couteaux tirés avec les Iraniens, les Émiratis dans la roue des Saoudiens, les Qataris sous blocus, une guerre au Yémen, les Israéliens tout proches et une part essentielle du pétrole mondial qui transite par le détroit d’Ormuz¹». Bref, une poudrière. Les États-Unis ont tout de suite – et sans preuve – incriminé l’Iran.

De mystérieuses attaques

Or voilà que deux tankers viennent à nouveau de faire l’objet de mystérieuses attaques. Leur profil est un résumé symbolique de la mondialisation : le *Front Altai* est la propriété du groupe norvégien Frontline, battant pavillon des Îles Marshall et affrété par une société taïwanaise ; quant au méthanier *Kokuka Courageous*, il appartient à l’opérateur japonais Kokuka Sangyo et bat pavillon panaméen...

Toujours sans la moindre preuve, les États-Unis, par la voix de leur secrétaire d’État Mike Pompeo, mettent à nouveau en cause l’Iran, sur la foi «des renseignements, sur les armes utilisées, sur le niveau de savoir-faire nécessaire pour mener à bien l’opération, sur les attaques iraniennes analogues et récentes contre la marine marchande, et sur le fait qu’aucune organisation à la solde d’une puissance, dans la région, ne dispose des ressources et de l’efficacité requises pour passer à l’acte avec un tel degré de complexité».

Téhéran s’en défend, son ministre des Affaires étrangères, Javad Zarif, ayant nié toute implication, et affirmé que «Washington et ses alliés (arabes) sont passés au plan B : celui du sabotage diplomatique [...] et du maquillage de son terrorisme économique contre l’Iran». Il peut paraître a priori douteux que l’Iran ait fait attaquer un navire japonais au moment même où le Premier

1 - Il s’agit d’un tiers du pétrole mondial, selon l’article de *Ouest-France*, Tensions Iran-USA, sabotages de pétroliers, attaque de drones : la poudrière du Golfe va-t-elle s’embraser ?, 14 mai 2019.

Ministre Japonais, Shinzo Abe, est en visite à Téhéran, note le *Washington Post*... Mais «pour l'heure, conclut *Marianne*, entre les deux versions, aucun acteur "neutre" ne se risque à trancher».

Qui croire, en effet ?

Les raisons d'accuser les États-Unis

Les États-Unis font les informés, mais l'on ne peut qu'espérer qu'ils le sont mieux que le 5 février 2003, quand Colin Powell, alors secrétaire d'État, jurait la main sur le cœur à la tribune de l'ONU : «Il ne peut faire aucun doute que Saddam Hussein dispose d'armes biologiques» et «a la capacité d'en produire rapidement d'autres», en quantité suffisante «pour tuer des centaines de milliers de personnes. [...] Nous (en) avons une description de première main». On les cherche encore... «Un incroyable mensonge» selon *L'Obs*. Goebbels n'a-t-il pas affirmé que «plus un mensonge est énorme, mieux il passe» ? Le malheureux Powell s'est par la suite excusé : «la CIA m'a trompé» ! On ne saurait être rassuré par le fait que son actuel successeur, Mike Pompeo, a été le patron de ladite Agence, qu'il aurait voulue plus «agressive, brutale, impitoyable, implacable — vous choisissez le mot²».

Il est toujours difficile de croire dans le pacifisme d'un pays qui représente à lui tout seul, bon an mal an, 45 % des dépenses militaires mondiales, et dont il est notoire que le lobby militaro-industriel, jadis dénoncé par le Président Eisenhower, joue régulièrement un rôle de bouffon pour écouler sa production et la tester dans les conditions réelles.

Et puis, les raisons que les États-Unis ont de faire la guerre à l'Iran sont nombreuses, à commencer par la défense de leur allié Israël, à qui Donald Trump vient de faire «cadeau» de l'ouverture d'une ambassade à Jérusalem et de la reconnaissance de la souveraineté de l'État hébreu sur le Golan syrien, illégalement occupé depuis 1967. «Trump fait tout ce que veut le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu [et celui-ci] pousse les États-Unis à déclencher une guerre», affirme-t-on dans le journal libanais *Al-Manar*.

Mais les États-Unis ont un autre allié historique dans la région, l'Arabie saoudite, ennemie jurée d'Israël, avec qui ils ont contracté en 1945 le «Pacte du Quincy» assurant la monarchie wahhabite d'une protection inconditionnelle en échange d'un accès privilégié à son pétrole (curieusement, les Droits de l'Homme importent moins ici qu'ailleurs – en Syrie ou en Iran – aux universels donneur de leçons !) Et cet autre allié, chef de file du camp sunnite, est aussi l'ennemi juré de l'Iran.

Faut-il exclure une responsabilité de l'Iran ?

Mais doit-on pour autant exclure une action de ce dernier, au moins dans les quatre premières attaques, qui suivent de quatre jours seulement, relève *Foreign Affairs*, la menace par le Président Hassan Rouhani de reprendre le développement du programme nucléaire iranien si l'Europe ne faisait pas, dans les soixante jours, de gestes économiques dans la direction de son pays ?

Les dénégations d'un dirigeant chiite ne sauraient convaincre : la *takiya*, mensonge à des fins religieuses, est une spécificité de cette branche de l'islam. Et, si le président iranien n'est certes plus

2 - Voir l'article du *Monde* du 13 mars 2018 : Mike Pompeo, de la CIA au département d'État.

Ahmadinejad, on ne saurait oublier que cet ardent promoteur du programme nucléaire iranien était un véritable «cavalier de l'Apocalypse», persuadé qu'il fallait précipiter celle-ci pour faire revenir «l'imam caché»...

On frissonne à l'idée que l'arme atomique puisse tomber entre les mains de pareils fanatiques, et peut-être Barack Obama s'est-il montré trop naïf en faisant confiance au régime des Mollahs. Certains soupçonnent que les sanctions décidées par Donald Trump, loin de pousser les Iraniens à la révolte contre leur régime, ne les radicalisent : «Il est incontestable que les sanctions américaines infligent des dommages économiques considérables, mais ceux-ci ne semblent pas se traduire par un changement de ligne au sein du régime – bien au contraire » constate *Le Figaro*.

Le rôle des religions

Dans ces rivalités, les religions jouent un rôle certes sous-jacent, mais bien réel : sunnites contre chiites, juifs contre musulmans... L'Iran, chef de file des chiites, soutient au Yémen la rébellion chiite houthiste. Il sait pouvoir bénéficier du soutien inconditionnel du Hezbollah libanais, chiite, de la Syrie gouvernée par des alaouites (une branche du chiisme), et de la majorité chiite irakienne. Un conflit entre les États-Unis et l'Iran risquerait donc d'embraser la région.

L'on ne peut toutefois, parmi ces déterminants religieux – et ce n'est pas rassurant – mettre de côté le puritanisme originel des Américains, cette certitude d'être la nation prédestinée par Dieu pour porter la liberté – sa conception de la liberté... – au Monde. Par tous les moyens. Dès 1630, John Winthrop, fondateur de la Colonie de la baie du Massachusetts, dans son sermon «*A Model of Christian Charity*», déclara que les puritains du Nouveau Monde avaient la mission divine de construire une «Cité sur la colline» (*City upon a hill*), expression tirée de l'Évangile selon Matthieu (5, 14). «Je crois, déclara pour sa part, près de trois siècles plus tard, le Président Woodrow Wilson, que Dieu a présidé à la naissance de cette nation et que nous sommes choisis pour montrer la voie aux nations du Monde dans leur marche sur les sentiers de la liberté». Et d'ajouter : «L'Amérique est la seule nation idéale dans le monde [...]. L'Amérique a eu l'infini privilège de respecter sa destinée et de sauver le monde [...]. Nous sommes venus pour racheter le monde en lui donnant liberté et justice³».

Il en découle, selon Tim Golden, du *New York Times*, un sentiment d'«inculpabilité» de l'américanisme, c'est-à-dire l'impossibilité absolue que l'américanisme puisse être coupable dans le sens d'un acte répondant à une intention, une appréciation, un jugement mauvais». «Il s'agit d'affirmer et de réaffirmer *ad nauseam* que l'Amérique est bien absolu et justice pure, et ne connaît par conséquent pas la notion de culpabilité. Il s'agit d'un caractère absolu puisqu'il s'agit d'une conformation formatrice d'une psychologie. Ce caractère conduit à interpréter de façon complètement différente, en noir et blanc, les mêmes actes selon qu'ils sont accomplis par l'Amérique ou par quelque chose qui n'est pas américain».

Si les États-Unis suspectent d'autres pays de vouloir se doter de la bombe, on ne saurait oublier qu'ils furent les premiers, dans l'Histoire, à en faire usage contre un Japon à bout de souffle, qui

3 - Voir Thucydide.com.

aurait de toute façon fini comme l'Allemagne. Ce dont ils ont la plus totale bonne conscience⁴. Un officier supérieur français, de retour de mission en Irak, m'expliquait récemment que, pour l'armée américaine, libérer une ville, c'était «une maison, une bombe».

Entre l'Iran et les États-Unis, lequel est le plus fanatique ?

Faudra-t-il «mourir pour Ormuz» ?

Un conflit dans la région pourrait bien prendre une ampleur mondiale, tant la République islamique bénéficie de plus lointains soutiens, tels la Russie ou la Chine... Ces derniers ne semblent certes pas s'exciter pour le moment : la première a appelé à ne pas tirer de conclusions hâtives, tandis que la seconde invitait au dialogue.

Même si les cassandres sont nombreux («il serait miraculeux qu'une guerre entre l'Iran et les États-Unis n'éclate pas dans les deux ans», titrait récemment *Le Figaro*), on n'est pas obligé de lire ce risque de conflit en termes apocalyptiques. «*Iran's military strategy is to keep tensions at a low boil and avoid a direct confrontation with the United States*», notait *Foreign Affairs*.

Quant à Donald Trump, il paraît, selon *Foreign Affairs*, qu'il ne veut pas d'une guerre et qu'il tend la main à l'Iran. «*The good news is that the situation is not as bad as it appears. None of the players—with the possible exception of Bolton—seem to really want a war*» («La bonne nouvelle est que la situation n'est pas aussi mauvaise qu'il semble : aucun des acteurs ne semble vouloir réellement la guerre, à l'exception possible de Bolton»). Les mouvements de troupes américains dans la région restent pour l'instant «*neither consequential nor terribly unusual*» (ni conséquent, ni terriblement inhabituel). Et puis, le marché du pétrole reste calme...

En juillet 1914 non plus, personne ne croyait à la guerre !

Jean-François Chemain

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

4 - «*I was under your bombs*», expliquait ma mère, originaire du département de la Manche, à son gendre américain : Eisenhower, pour paralyser les déplacements allemands en Normandie, avait en juin 1944 demandé que l'on y mette «les maisons dans les rues». Avec parfois leurs habitants... Quand mon grand-oncle est rentré du travail, sa femme et ses quatre enfants étaient sous les décombres de la sienne... ils avaient été «libérés» !